

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
\*\*\*\*\*

MINISTERE DES FINANCES  
\*\*\*\*\*

Secrétariat Général  
\*\*\*\*\*

Commission Interne de Passation des Marchés  
\*\*\*\*\*

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*

MINISTRY OF FINANCE  
\*\*\*\*\*

General Secretariat  
\*\*\*\*\*

Internal Tenders Board  
\*\*\*\*\*

NO 000 013

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°...../AONR/MINFI/CIPM/2025 DU 30 JUIN 2025  
POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DE  
LA TROISIEME PHASE DU PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE FINANCIERE (PAGFI 3) POUR LES  
EXERCICES 2024, 2025, 2026, 2027 ET CLOTURE.

### 1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre des audits conventionnels des programmes C2D, le Ministre des Finances lance pour le compte du C2D Pilotage, un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection d'un Cabinet chargé de réaliser l'audit comptable et financier de la troisième phase du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGFI 3), sur financement de la CONVENTION C2D PILOTAGE.

Le présent appel d'offres fait suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00027/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 02 septembre 2024, publié le 18 septembre 2024 dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

### 2. Consistance des Prestations

En application des dispositions de la Convention d'Affectation N° CCM 1809 01 S signé le 05 septembre 2023 pour le financement du PAGFI 3, les autorités camerounaises se sont engagées à recruter un cabinet d'audits afin de réaliser annuellement un audit comptable et financier du projet et ce, jusqu'à la remise du Rapport d'Audit Final. Cet audit sera réalisé pour les exercices 2024, 2025, 2026, 2027 et clôture.

Le présent audit a pour objectifs de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- les états financiers<sup>1</sup> du Projet donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses sur fonds de concours effectivement engagées et des recettes effectivement perçues des fonds de concours pour le Projet au cours de la période couverte par l'audit ;
- les fonds de concours alloués au Projet sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies) ;
- les marchés ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité
- le système de contrôle interne mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés

<sup>1</sup> Le terme générique « états financiers » est utilisé quel que soit le format utilisé par l'Entité : bilan et compte d'exploitation / de résultat, situation d'exécution budgétaire, tableau emplois-ressources, etc.

à la réalisation des objectifs du Projet a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;

- les marchés ont été exécutés conformément aux prescriptions techniques et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

### 3. Exercices

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront réalisées en quatre (04) exercices distincts ci-après :

1. Exercice 1 (année 2024),
2. Exercice 2 (année 2025) ;
3. Exercice 3 (année 2026) ;
4. Exercice 4 (année 2027 et clôture).

L'audit sera réalisé en une tranche unique, structurée en plusieurs phases. Chaque exercice annuel constitue une phase distincte, déclenchée par un ordre de service, sous réserve de l'exécution satisfaisante de la phase précédente.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

### 4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à cinquante millions (50 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises pour tous les exercices à auditer dont douze millions cinq cent mille (12 500 000) Francs CFA par exercice à auditer.

### 5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est de 195 jours calendaires, soit soixante jours (60) jours calendaires au plus pour le premier exercice (2024) et quarante-cinq (45) jours calendaires pour chacun des exercices suivants. Ce délai inclut les délais de réponse du Maître d'Ouvrage. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

### 6. Participation et origine

La participation est restreinte aux Cabinets ci-après retenus à l'issue de l'Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt N°00027/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 du 02 septembre 2024, pour les prestations susvisées :

| N | CONSULTANTS                | DRESSES                         | ELEPHONE/FAX                                                 |
|---|----------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| 1 | AUDIT CONSEIL FORMATION    | B.P : 12 489 Douala             | +237 233 42 89 02                                            |
| 2 | AUDITEC-FOIRIER CONSULTING | B.P: 12 134 Douala              | (+237) 233 420 434 / 233 420 506 / 233 428 287 / 699 727 862 |
| 3 | FORVIS MAZARS              | B.P : 3791 Cameroun             | 675 291 273 / 233 424 274                                    |
| 4 | MOORE STEPHENS CA          | B.P: 3883 Douala                | 242 007 585 / 670 594 810 / 699 833 616                      |
| 5 | SEC DIARRA                 | Rue 378 – BP 2111 Bamako / Mali | +223 20 21 41 02 / 20 21 94 46                               |
| 6 | UHY BBI ADVISORY & AUDIT   | B.P. 16 258 Yaoundé             | (+237) 222 2313 90 / 697 54 60 99                            |

## **7. Financement**

Les prestations, objet du présent appel d'offres, sont financées par les fonds de concours pilotage du C2D dédiés aux audits sur la CONVENTION C2D PILOTAGE.

## **8. Mode de soumission**

Le mode de soumission est Hors ligne et en ligne

## **9. Cautionnement de soumission**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à un million (1 000 000) FCFA ; il est à égal à 2% du coût prévisionnel Toutes Taxes Comprises (TTC) du marché, conformément à l'Arrêté N°093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais de dossier d'appels d'offres, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

### **NB :**

- Conformément à la Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, les cautionnements émis dans le cadre des marchés sont constitués à 100% et sont consignés en numéraire à la CDEC.
- Les modalités de constitutions, de consignation, de conservation, de restitution et déconsignation des cautionnements dans le cadre des marchés publics doivent être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire N° 000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024.

## **10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres**

Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Secrétariat Technique d'Appui Dédie à l'Exécution du C2D (STADE-C2D) sis au Quartier Bastos à Yaoundé (Immeuble OYILI à côté de l'OMS).

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> , sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

## **11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue auprès des Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de francs CFA 50 000 (cinquante mille) payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit à l'adresse sus indiquée. Toutefois, la soumission que ce soit en ligne ou hors ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

## 12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir Services du Maître d'Ouvrage, Bâtiment A du MINFI, Direction des Ressources Financières, Sous-Direction du Budget et du Matériel, Service des Marchés, Porte 335, au plus tard le 21 AUG 2025 à 13 Heures précises et devra porter la mention :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°...../AONR/MINFI/CIPM/2025 DU .....**

**---- POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DE LA TROISIEME PHASE DU PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE FINANCIERE (PAGFI 3)**

**A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement**

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage et hors ligne au plus tard le 21 AUG 2025 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

### Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- PEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

## 13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée

comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

**Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.**

#### **14. Ouverture des plis**

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 21 AUG 2025 14 Heures dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINFI, sise à MVOG-ADA, Immeuble face Collège MONTESQUIEU.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative minimale de 80 points sur 100 seront ouvertes à une date ultérieure par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après Avis de non objection de l'Agence Française de Développement (AFD) sur le rapport d'analyses des pièces administratives et offres techniques.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.**

**En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.**

L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres].

#### **15. Critères d'évaluation**

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.<sup>2</sup> Etant entendu qu'un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel].

##### **15.1-Critères éliminatoires**

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- L'absence de l'offre financière témoin ;
- L'absence et/ou non-conformité du cautionnement de soumission conformément aux textes en vigueur à l'ouverture des plis ;

---

<sup>2</sup>Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché soumissionnaires

- L'absence du récépissé de consignation de 100% de la caution de soumission en numéraire auprès de la CEDEC.
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Note technique < 80 points /100 ;
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- Du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale ;
- L'absence des CCAP et TDR paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé » ;
- La présence d'une information financière dans le dossier administratif ou dans l'offre technique.

### **15.2-Critères essentiels<sup>3</sup>**

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre : 5 points
- La méthodologie proposée en adéquation avec les TDR : 40 points ;
- Qualification et compétence des experts : 50 points ;
- Solvabilité et capacités financières : 5 points ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, pour chaque exercice, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

#### **N.B :**

Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

Les Offres financières des seuls soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces Administratives et de l'évaluation technique seront évaluées et notées en fonction des critères ci-après :

L'offre complète, conforme et « moins-disante » (après rectification éventuelle du montant) recevra la totalité des points (100) les autres Offres seront notées sur 100 points suivant la formule ci-après :

<sup>3</sup> Préciser les modalités de validation des critères essentiels à partir du nombre de sous-critères respectés

$$NM = \frac{MMd \times 100}{MS}$$

NM = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué du moins-disant ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = \frac{(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})}{100}$$

## 16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

## 17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant durée de 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

## 18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et Développement (STADE-C2D), situé à NLONGKAK face OMS au Rez de Chaussée de l'Immeuble OYILI, B P 33232 Yaoundé E-mail : [minfi\\_ctb\\_stadec2d@yahoo.com](mailto:minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

## 19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

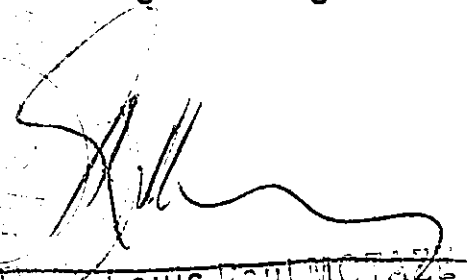
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 60 43.

Yaoundé le, 30 JUIN 2025

**Le Ministre des Finances,  
Maître d'ouvrage du Pilotage du C2D**

### Copies :

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant
- Président CIPM concerné
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono



LOUIS PAUL MICTAZI

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
\*\*\*\*\*

MINISTERE DES FINANCES  
\*\*\*\*\*

Secrétariat Général  
\*\*\*\*\*

Commission Interne de Passation des Marchés  
\*\*\*\*\*

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
\*\*\*\*\*

MINISTRY OF FINANCE  
\*\*\*\*\*

General Secretariat  
\*\*\*\*\*

Internal Tenders Board  
\*\*\*\*\*

NO 000 013

30 JUN 2025

**RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N°...../RNIT/MINFI/CIPM/2025 OF  
FOR THE SELECTION OF A FIRM CHARGED TO CARRY OUT THE ACCOUNTING  
AND FINANCIAL AUDIT OF THE THIRD PHASE OF THE FINANCIAL GOVERNANCE SUPPORT  
PROJECT (PAGFI 3)**

**1. Subject of the Call for Tender**

Within the framework of conventional audits of C2D programs, the Minister of Finance launches on behalf of C2D Steering, a Restricted National Call for Tenders for the selection of a firm charged to carry out the accounting and financial audit of the third phase of the Financial Governance Support Project (PAGFI 3) financed by the C2D Steering Agreement.

This call for tenders follows the Notice of Call for Expression of Interest N°00027/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of September 02, 2024, published on September 18, 2024 in the Journal of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP).

**2. Nature of the Services**

In accordance with the provisions of the Funding Agreement No. CCM 1809 01 S signed on September 5, 2023 for the financing of PAGFI 3, the Cameroonian authorities have undertaken to recruit an audit firm in order to carry out an annual accounting and financial audit of the project until the submission of the Final Audit Report. This audit will be carried out in a firm phase (2024) and successive conditional phases (2025, 2026, 2027 and closure).

The objectives of this audit are to enable the auditor to express a professional opinion on the following elements:

- the financial statements of the Project give a true and fair view, in all material respects, of the expenditure on assistance funds actually incurred and the revenue actually received from the assistance funds for the Project during the period covered by the audit;
- the assistance funds allocated to the Project are, in all their significant aspects, used in accordance with the applicable contractual conditions; expenditure complies with the rules of good financial management, assessed in particular with regard to the eligibility criteria (see Appendix 1 – Nomenclature of findings and anomalies);
- the contracts were awarded in accordance with the rules in force and in compliance with the principles of economy, efficiency, transparency and fairness;
- the internal control system established and used by the Entity to manage the risks linked to the achievement of the Project's objectives was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit;
- the contracts were executed in accordance with the technical requirements and according to the planned standards.

The auditor will also have to make recommendations on different aspects of the audit.

### 3. Exercises

The services covered by this Call for Tenders will be carried out in four (04) distinct exercises as defined below:

1. Exercise 1 (financial year 2024),
2. Exercise 2 (financial year 2025);
3. Exercise 3 (financial year 2026);
4. Exercise 4 (financial year 2027 and closure).

The audit will be carried out in a single tranche, structured in several phases. Each annual exercise constitutes a distinct phase, triggered by a service order, subject to the satisfactory completion of the previous phase.

The consistency of these services is detailed in the Terms of Reference (TOR) of this TF.

### 4. Estimated cost

The estimated cost of the mission is fifty million (50,000,000) CFA Francs, all taxes included, for all exercises to be audited, including twelve million five hundred thousand (12 500 000) CFA Francs for each exercise.

### 5. Estimated execution time frame

The execution time for the services is 195 calendar days, with a maximum of sixty (60) calendar days for the first fiscal year (2024) and forty-five (45) calendar days for each subsequent year. This timeframe includes the response times of the Project Owner. This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

### 6. Participation and origin

Participation in this call to tender is restricted to the Firms below selected following the Notice of Call for Expression of Interest No. 00027/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2024 of September 02; 2024, for the above-mentioned services:

| N° | CONSULTANTS                | ADDRESSES                      | TELEPHONE/FAX                                            |
|----|----------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------|
| 1  | AUDIT CONSEIL FORMATION    | B.P : 12 489 Douala            | +237 233 42 89 02                                        |
| 2  | AUDITEC-FOIRIER CONSULTING | B.P: 12 134 Douala             | (+237) 233 420 434 / 233 420 506 / 233 287 / 699 727 862 |
| 3  | FORVIS MAZARS              | B.P : 3791 Cameroun            | 675 291 273 / 233 424 274                                |
| 4  | MOORE STEPHENS CA          | B.P: 3883 Douala               | 242 007 585 / 670 594 810 / 699 833 616                  |
| 5  | SEC DIARRA                 | Rue 378 – BP 2111 Bama<br>Mali | +223 20 21 41 02 / 20 21 94 46                           |
| 6  | UHY BBI ADVISORY & AUDIT   | B.P. 16 258 Yaoundé            | (+237) 222 2313 90 / 697 54 60 99                        |

### 7. Financing

The services covered by this call for tenders are financed by C2D piloting competition funds dedicated to audits of the C2D Piloting Convention.

### 8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline and/or online.

## 9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorised to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in document 13 of the Tender File, of an amount one million (1 000 000) CFA francs, which is set at 2 % of the estimated amount, all taxes inclusive, of the contract in accordance with the Order No. 093/CAB/PM of November 5, 2002 setting the amounts of the tender deposit and the tender file fees and valid up to thirty (30) days beyond the date of validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

### NB:

- In accordance with Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024, the guarantees issued as part of the contracts are constituted at 100% and are deposited in cash at CDEC.
- The terms of constitution, deposit, conservation, restitution and deconsignment of guarantees in the context of public contracts must comply with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024.

## 10. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge at the services of the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of C2D (STADE-C2D) located in the Bastos District in Yaoundé (OYILI Building next to the WHO), during working hours upon publication of this notice.

The soft copy can equally be consulted on COLEPS' platforms <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> at the ARMP website ([www.amp.cm](http://www.amp.cm)) .

## 11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained from the Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and Materials, Contracts Service, Door 335 as soon as this notice is published against the payment of a non-refundable sum of 50 000 (fifty thousand) CFA francs for TF purchase fees payable at the Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading it free of charge from the addresses indicated above for electronic version. However, hard copy as well as electronic submission shall be conditional on the payment of TF purchase fees.

## 12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

- If the submission is done offline, the administrative offer shall be produced in seven (7) copies, including the original and six (6) copies marked as such, must be received at Services of the Project Owner, Building A of the MINFI, Directorate of Financial Resources, Sub-Directorate of Budget and of Materials, Markets Department, Door 335, no later than 27 AUG 2025 at 1 p.m. and must be marked as follows::

N° 0 0 0 1 3

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER N°...../RNIT/MINFI/CIPM/2025 OF 30 JUN 2025  
FOR THE SELECTION OF A FIRM CHARGED TO CARRY OUT THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT  
OF THE FOOD SECURITY SUPPORT PROJECT IN RURAL TERRITORIES IN CAMEROON (SECAL)

"To be opened only during the bid-opening session"

If the submission is done on line, the offer shall be transmitted, by the bidder on COLEPS platform or any other electronic communication means indicated by the project owner no later than 21 AUG 2025 at 2 p.m. A backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above mention, within deadlines.

#### File size and format

The maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

*Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted]*

### 13. Admissibility of bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The following shall be inadmissible by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids received after the date and time for submission;
- Bids with indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.
- Failure to produce the number of copies specified in the Special Regulations or offer only in copies

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

In the case of a restricted invitation to tender (opening in 2 phases): it should be noted that, in addition to the number of copies of the financial bid required, the tenderer shall submit one copy of this financial bid in a sealed envelope to serve as a sample offer, marked as such and intended for the body responsible for regulating public contracts for safekeeping. Failure to submit this sample bid will result in the inadmissibility of the bid of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

### 14. Opening of Bids

Bids shall be opened in two phases.

The opening of administrative documents and technical offers will take place on 21 AUG 2025 at 2 p.m. in the meeting room of the Internal Procurement Commission at MINFI, located at MVOG ADA, Building opposite Collège MONTESQUIEU.

Only the financial offers of the tenderers that obtained a qualified technical minimum score of 80 % shall be opened at **21 AUG 2015** the same Tenders Board and in the same room on a date to be announced later after the obtention of the Notice of no objection from the French Development Agency (AFD) on the analysis report of administrative documents and technical offers.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true copie by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the bids opening session after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected.

[The launching of the bid opening session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender Files.]

## **15. Evaluation criteria**

[The evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and the essential criteria. No criterion shall be both eliminatory and essential].

### **15.1 Eliminatory criteria**

These criteria fix the minimum conditions to be met to qualify for evaluation according to the essential criteria. They should not be the subject of scoring. Failure to comply with these criteria shall result in the bidder's offer being rejected.

These include:

- Absence of the sample financial offer;
- Absence and/or non-compliance of the bid bond when opening bids in conformity with the texts in force at the opening of bids;
- Failure to produce, beyond 48 hours after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- technical score less than 80 out of 100 marks;
- absence of the consignment of 100% of the bid bond in cash with CEDEC;
- absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years
- failure to comply with the bids file format for online submissions;
- absence of categorisation certificate, where applicable;
- absence of a quantified unit price in the Financial Bid
- Absence of an element of the financial offer (tender, BPU, DQE)

- Absence of the Integrity charter dated and signed;
- Absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
- Absence of the declaration of integrity, eligibility and environmental and social responsibility.
- Absence of the Books of specific administrative clauses and Terms of Reference initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved";
- The presence of financial information in the administrative file or in the technical offer.

## **15.2 Essential criteria**

The so-called essential criteria are those primordial or key aspects to judge the technical and financial capacities of candidates to execute the services or deliver the supplies subject of the invitation to tender. They shall be determined based on the nature and consistency of the services to be provided.

The procedures for validating a criterion based on the number of sub-criteria met should be formally specified.

Technical bids shall be graded on 100 (one hundred) points depending on the essential criteria for qualifying candidates which shall include, for example, the following:

- Presentation of the offer: 5 points;
- the proposed methodology in compliance with the ToR: 40 points;
- qualification and competence of experts: 50 points;
- Solvency and financial capacity: 5 points.

The essential criteria and sub-criteria are detailed for each exercise in the Particular Regulation of the Call for Tenders (RPAO).

**N.B :** Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid.

The financial offers of the only bidders whose technical offer has been declared acceptable at the end of the examination of the compliance of the administrative documents and the technical evaluation will be evaluated and scored based on the following criteria:

The complete, compliant, and "lowest bid" offer (after possible adjustment of the amount) will receive the full score of 100 points, while the other offers will be scored out of 100 points according to the following formula:

$$NM = \frac{MMd \times 100}{MS}$$

NM = Note related to the financial offer amount of the bidder;

MMd = Estimated amount of the lowest bidder;

MS = Estimated amount of the bidder.

A weighting will be done between the technical score and the financial score to obtain the final score N (technical-financial score) according to the formula below:

$$N = \frac{(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})}{100}$$

#### 16. Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder with the best evaluated bid based on a combination of technical and financial criteria.

#### 17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for [indicate the period of 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

#### 18. Further information

Further information may be obtained during working hours from the Technical Support Secretariat Dedicated to the Execution of the Debt Reduction and Development Contract (STADE-C2D), located in NLONGKAK opposite OMS on the Ground Floor of the OYILI Building, B P 33232 Yaoundé E-mail: [minfi\\_ctb\\_stadec2d@yahoo.com](mailto:minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com), or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

#### 19. Fighting corruption and malpractices

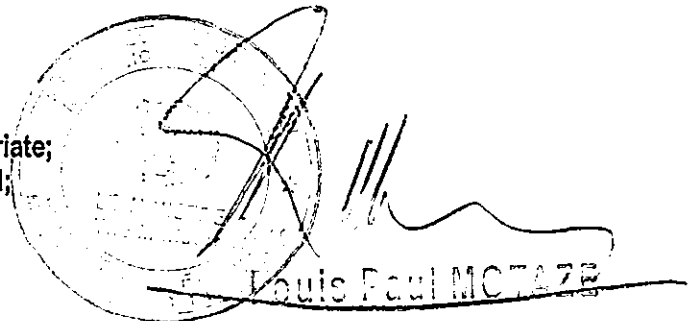
To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the ARMP on (+237) 222 20 60 43.

Yaoundé, the 30 JUN 2025

**The Minister of Finance,  
Project Owner of C2D Steering**

#### Copies :

- MINMAP (for information)
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPO concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.



Louis Paul MOUTAZE